



AMBASSADE DE SUISSE
AU PORTUGAL

LISBONNE 3, le 8 août 1974.

Travessa do Patrocínio 1
Téléphone: 67.31.21/2

Réf.: 382.0. - Pa/bm

RP n° 19

Source: Déclarations de M. Mário Soares,
Ministre des Affaires étrangères (X)

en						c/a
Date						16. SEP. 1974
Visa						<i>[Signature]</i>
EPD						16. SEP. 1974
Paf. D.A. 21.31.						Lisbonne

Aperçus en matière de décolonisation

Guinée-Bissau

En complément de ma communication par voie rapide au sujet d'une prochaine reconnaissance par Lisbonne de l'indépendance de cette "Province" portugaise, j'ajoute:

- aux yeux de l'actuel Gouvernement portugais, la population des Iles du Cap-Vert est totalement différente de celles qui peuplent la Guinée-Bissau, tant du point de vue ethnique que culturel. Les Cap-Verdiens, selon les propres termes de X, "n'entendent pas passer de la domination portugaise sous celle de la Guinée-Bissau". Ils doivent donc décider eux-mêmes, par un vote d'autodétermination, de l'avenir de leurs Iles. Que ce vote décide de l'indépendance ou d'un rattachement à la Guinée-Bissau, Lisbonne en reconnaîtra le résultat.
- C'est là la raison majeure pour laquelle Lisbonne ne veut pas inclure le Cap-Vert dans l'accord à conclure avec le PAIGC au sujet de la Guinée-Bissau. (X n'a fait aucune allusion à l'aspect stratégique qui intéresse l'OTAN.)
- X relève par ailleurs que les Nations Unies elles-mêmes différencient la Guinée-Bissau du Cap-Vert.

Monsieur le Conseiller fédéral Pierre Graber
Chef du Département Politique

B e r n e

./.

Dodis



- 2 -

- La Guinée-Bissau, pour sa part, cherche à entrer à l'ONU avant qu'un accord avec Lisbonne implique la séparation avec le Cap-Vert. La demande a d'ores et déjà été faite auprès du Conseil de Sécurité mais la décision finale appartiendra à l'Assemblée Générale qui se réunira le 17 septembre.
- Le Portugal souhaiterait certainement parrainer la candidature de la Guinée-Bissau à l'ONU, "pour autant, bien entendu, que son Gouvernement le veuille car nous n'entendons pas nous imposer", a notamment déclaré X.

Mozambique

- Lisbonne reconnaît le FRELIMO comme seul interlocuteur valable.
- Toutefois, une difficulté majeure: le FRELIMO entend que la passation des pouvoirs ait lieu immédiatement sans consultation populaire préalable.
- Une telle exigence paraît inacceptable pour Lisbonne étant donné que les Macuas, qui constituent le plus grand groupe ethnique du Mozambique (quelque 3 millions qui peuplent le nord-est du pays), sont dans leur très grande majorité hostiles au FRELIMO. Ce groupe représentant le tiers de la population noire du Mozambique, on ne saurait lui imposer sans autre un Gouvernement FRELIMO. Lisbonne essaie de négocier un compromis par l'entremise de la Grande-Bretagne, du Vatican et de la Zambie (X dixit).
- Pour le moment, ce qu'il y a lieu de prévoir, aux dires de X, c'est un Gouvernement mixte Portugal/FRELIMO assumant provisoirement le pouvoir à Lourenço Marques jusqu'à ce qu'une consultation populaire aboutisse à l'élection d'une Assemblée Constituante. X semblait envisager un délai d'une année pour une telle consultation.

./.

Angola

- La première grande difficulté de l'approche en vue de la décolonisation de cet énorme territoire (deux fois et demie la France et l'un des plus riches d'Afrique en ressources naturelles) est constituée par les divisions internes des mouvements de libération et leur multiplicité: deux d'entre eux, le MPLA (Mouvement Populaire de Libération de l'Angola) et le FNLA (Front National de Libération de l'Angola), dont le dirigeant est Holden Roberto, sont reconnus par l'OUA, alors que le troisième ne l'est pas; il s'agit de l'UNITA (Union pour l'Indépendance Totale de l'Angola) dont le chef est Jonas Savimbi, dissident du MPLA. Lisbonne estime que chacun de ces mouvements a sa représentativité et qu'il convient donc de négocier avec les trois. Pour l'instant, aucune négociation n'a été entamée.

A la fin de la séance d'information qui fait l'objet de ce rapport, X a répété que les Gouvernements dont les Envoyés étaient présents (v. ma communication rapide) seront avisés au moins quelques heures avant que Lisbonne ne proclame l'indépendance de la Guinée-Bissau.

L'Ambassadeur de Suisse:



(J-L. Pahud)